

Trop c'est trop – nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants !

La Suisse veut conclure souverainement avec d'autres Etats des accords qui servent les deux parties. La Suisse a besoin de main-d'œuvre étrangère, mais, en tant qu'Etat souverain, elle veut décider elle-même qui elle accepte d'accueillir !

C'est ainsi que la majorité des Suissesses et des Suisses voient les choses et c'est pour cela qu'ils ont accepté en 2010 l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels et en 2014 l'initiative contre l'immigration de masse. Or, ces deux initiatives ne sont malheureusement pas appliquées sous le prétexte de l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE. Conséquence: la Suisse doit accueillir chaque année des dizaines de milliers d'étrangers de l'UE et ne peut pas expulser les criminels originaires de l'UE. Durant les 13 années écoulées, un million d'étrangers ont afflué en Suisse. Cette démesure est nuisible pour notre pays. Nous pouvons corriger cette situation intolérable en approuvant le 17 mai 2020 l'initiative de limitation. Un oui à cette initiative attaque le mal à la racine et met fin à la libre circulation des personnes dans sa forme actuelle !

Voici ce que nous apporte, à nous autres Suissesses et Suisses, un oui à l'initiative de limitation :

1. Dire oui, c'est empêcher qu'une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE évince de plus en plus de salariés suisses

La grande majorité des étrangers UE constituant tout simplement une main-d'œuvre bon marché, ces personnes gagnent moins que les Suisses. Les différences salariales sont particulièrement frappantes en Suisse romande et au Tessin. Si les travailleurs suisses ne cèdent pas à cette pression en acceptant des salaires stagnants, voire en baisse, ils sont remplacés par une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE. Les travailleurs suisses âgés sont les premières victimes de cette situation. Aujourd'hui, même des Suissesses et des Suisses de 46 ans sont poussés dans l'aide sociale !

2. Dire oui, c'est protéger nos terres cultivables et notre nature

Cette immigration démesurée nuit à notre pays et à notre environnement. Nos infrastructures atteignent leurs limites. Pour le million d'immigrés qui se sont installés en Suisse durant les 13 dernières années, il a fallu bâtir une surface de la taille de 57'000 terrains de football, notamment pour construire 454'000 nouveaux logements. Mais un million d'immigrants, ce sont aussi 543'000 voitures supplémentaires sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Ce million d'habitants consomme 2 milliards de kilowattheures d'électricité et 59 milliards de litres d'eau potable par an, pour ne citer que quelques aspects des charges énormes provoquées par cette immigration. Nous avons beau adopter d'ambitieux objectifs climatiques – l'immigration démesurée annihile tous nos efforts.

3. Dire oui, c'est réduire le nombre de bouchons sur les routes

Admettre l'installation d'un million d'étrangers en 13 ans, c'est aussi devoir leur offrir les infrastructures dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne. Telle n'a pas été le cas pour le réseau routier et ferroviaire. La croissance explosive de la population s'est répercutée sur le trafic. Tant la route que le rail atteignent les limites de leurs capacités. 25'366 heures d'attente dans les bouchons ont été enregistrées en 2018 sur les seules routes nationales, soit plus que le double qu'en 2007. Malgré des investissements par milliards de francs, les infrastructures de transport sont au bord de l'effondrement. Mais l'immigration de masse ne provoque pas seulement l'explosion du nombre d'heures d'attente dans les bouchons. Elle charge aussi les transports ferroviaires. Des trains bondés, sales et en retard ainsi que des suppressions de correspondances sont le résultat d'un fonctionnement constant à la limite de la capacité et de la multiplication des chantiers permanents sur le réseau ferroviaire. Les pronostics sont sombres si cette immigration démesurée se poursuit.

4. Dire oui, c'est retrouver des logements abordables

L'augmentation de la population d'un million d'habitants en 13 ans a provoqué une forte hausse de la demande de logements en Suisse. Par conséquent, les coûts du logement ont augmenté. Entre 2006 et 2016 les prix des propriétés immobilières n'ont cessé de progresser en Suisse, même beaucoup plus rapidement que les salaires. Exemple: un appartement qui coûtait 500'000 francs en 2006 se vendait en 2016 pour près de 720'000 francs. Ces prix exorbitants forcent de nombreux Suisses à faire la navette sur des grandes distances entre leurs lieux de domicile et de travail dans l'espoir de trouver un logement abordable. Mais la forte demande a aussi fait exploser les loyers et les prix immobiliers à la campagne. Cet exode des régions chères vers des régions plus abordables en termes immobiliers provoque une foule de problèmes supplémentaires comme des surcharges de trafic, des bouchons sur les routes et des trains bondés, un manque de place dans les écoles et un bétonnage massif de précieuses terres cultivables.

5. Dire oui, c'est permettre aux enfants suisses de recevoir une bonne formation à l'école

Cette immigration sollicite excessivement la capacité d'intégration de notre pays et de notre société. Les éléments les plus vulnérables de notre société, les enfants et les adolescents, en sont les principales victimes. La libre circulation des personnes amène de nombreux étrangers mal formés qui cherchent à s'établir durablement. Leurs enfants n'ont souvent pas non plus reçu une bonne formation, si bien qu'ils abaissent le niveau de l'enseignement. Dans les régions urbaines surtout, la proportion d'enfants et d'adolescents de langue étrangère dans les classes dépasse souvent 50%. Selon une étude réalisée par l'institut Max-Planck de recherche pédagogique, on observe une nette baisse des performances scolaires déjà à partir d'une proportion de migrants de 20%. Les conséquences sont illustrées par les dernières enquêtes Pisa: les enfants de Suisse savent moins bien calculer et lire. De plus, les onéreuses mesures pédagogiques spéciales se multiplient, tout comme les postes de psychologues et de travailleurs sociaux scolaires. Les enseignants doivent consacrer de plus en plus de temps à régler des problèmes linguistiques, sociaux, culturels ou familiaux au lieu d'enseigner des connaissances et des compétences. Les enfants suisses doivent de plus en plus souvent se soumettre à la domination étrangère en termes de langue et de comportement. De nombreuses écoles ont déjà renoncé à célébrer la fête de Noël ou aux couronnes d'Avent. La qualité de nos écoles publiques souffre.

6. Dire oui, c'est stopper l'affluence de travailleurs mal qualifiés

Les partisans de la libre circulation des personnes, en particulier l'association économique faïtière « economiesuisse », prétendent que la libre circulation permet de combattre la pénurie de professionnels qualifiés en Suisse. C'est le contraire qui est vrai: cette pénurie existe toujours malgré 13 années de libre circulation des personnes. Rien d'étonnant à cela quand on sait que seul un immigrant UE sur cinq a de sérieuses qualifications professionnelles. Tous les autres évincent nos propres salariés. Ce constat est confirmé par les chiffres officiels de la Confédération et une étude du canton de Zurich.

7. Dire oui, c'est permettre aux entreprises suisses de recruter des professionnels hautement qualifiés

L'économie suisse a besoin de professionnels hautement qualifiés venant du monde entier. L'allégation selon laquelle ces professionnels viennent en Suisse grâce à la libre circulation des personnes avec l'UE est une pure légende. La vérité est que même sans libre circulation des personnes les entreprises suisses peuvent à tout moment recruter dans le monde entier la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Qui plus est, sans la libre circulation des personnes nous autres, Suissesses et Suisses, nous pouvons à nouveau gérer l'immigration de manière à ce qu'elle soit enfin utile à notre pays et à notre société au lieu de leur nuire.

8. Dire oui, c'est protéger nos institutions sociales contre le pillage par les étrangers de l'UE

Les étrangers originaires de l'UE sont presque deux fois plus souvent au chômage que les Suisses et tirent beaucoup plus d'argent des caisses de l'assurance-chômage qu'ils y versent. Ce déséquilibre entre cotisations versées et prestations touchées est particulièrement marqué chez les ressortissants de certains Etats UE: les prestations touchées par les Portugais dépassent de 52% leurs cotisations; chez les Européens de l'Est, cette différence est de 44%. Bien que déjà 6 bénéficiaires de l'aide sociale sur 10 soient des étrangers, l'immigration de ressortissants UE mal formés et de requérants d'asile se poursuit au même rythme. Pour sauvegarder nos institutions sociales et finalement aussi pour protéger la paix sociale en Suisse, nous devons enfin gérer l'immigration nous-mêmes selon les besoins réels de notre pays.

9. Dire oui, c'est rendre la Suisse plus sûre, notamment pour les femmes

Les résultats de la statistique criminelle 2018 sont parfaitement clairs: 432'754 violations du Code pénal, 76'308 violations de la loi sur les stupéfiants et 38'405 violations de la loi sur les étrangers. Le nombre d'inculpés de nationalité étrangère a augmenté de 4% par rapport à l'année précédente. La cause doit être attribuée notamment à la libre circulation des personnes et à une mauvaise politique d'asile qui permet à une foule d'étrangers d'affluer en Suisse alors que leur identité n'est même pas connue. Un nombre important d'entre eux commettent régulièrement des délits. On sait depuis longtemps qu'une forte proportion de la criminalité est importée. Aussi bien la statistique criminelle de la Confédération que la statistique des condamnations confirme que les actes de violence sont principalement commis par des hommes étrangers. Compte tenu de leur part d'environ 25% à la population, les migrants sont largement surreprésentés notamment parmi les auteurs de crimes violents et sexuels. Tel est également le cas pour les violences domestiques qui ont souvent une issue mortelle pour beaucoup de femmes.

10. Dire oui, c'est éviter que les Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays

Cette immigration démesurée menace également l'identité de la Suisse. Les Suissesses et les Suisses sont unis par leur attachement au cas particulier suisse qui se matérialise dans les piliers de l'Etat que sont l'indépendance, le fédéralisme, la démocratie directe, la neutralité armée et l'autodétermination. A cela s'ajoutent des valeurs et des vertus comme une forte responsabilité individuelle, le souci de la qualité, l'endurance ainsi qu'un sens marqué de la communauté qui unit les forts aux faibles. Or, l'immigration démesurée que subit notre pays tend à remplacer nos propres valeurs par des valeurs importées. La culture traditionnelle des villages s'appauvrit en maints endroits. Un changement de valeur est aussi perceptible à la place de travail. Des chefs venus de l'étranger apportent une nouvelle culture de direction et engagent de préférence des compatriotes qui la partagent. Seule une immigration modérée et contrôlée nous permet de sauvegarder nos traditions, notre culture et, partant, notre identité pour nous et pour nos descendants.

11. Voter oui, c'est décider nous-mêmes qui nous voulons accepter dans notre pays

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007, les quelques 500 millions de ressortissants des Etats membres de l'UE ont le droit d'immigrer dans notre pays. En clair: la décision d'immigrer en Suisse appartient aux seuls immigrants en provenance de l'UE. Les Suisses n'ont rien à dire. Les conséquences de cette situation sont graves: durant les seules 13 années écoulées, un million de personnes ont afflué en Suisse. Notre pays compte aujourd'hui 8,6 millions d'habitants et chaque année plusieurs dizaines de milliers s'y ajoutent par la grâce de la libre circulation des personnes. Bientôt la Suisse comptera 10 millions d'habitants. La facture de cette démesure doit être réglée par nous autres, salariés et contribuables suisses.

12. Dire oui, c'est obliger le Conseil fédéral à respecter enfin la volonté du peuple

En 2014, le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative contre l'immigration de masse. Selon ce nouvel article constitutionnel 121a, la Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire. Pour atteindre cet objectif, le Conseil fédéral aurait dû renégocier l'accord de libre circulation des personnes. L'UE a refusé trois années durant d'entrer en matière. Le Conseil fédéral s'est incliné et si l'UE a pu agir de la sorte c'est parce qu'elle savait très bien que son refus n'entraînerait pas la résiliation de l'accord de libre circulation. Cela ne sera plus possible avec l'initiative de limitation, car celle-ci exige des nouvelles négociations en l'espace d'un an. Une résiliation de l'accord n'interviendra que s'il n'y a pas de négociation.

13. Dire oui, c'est éviter que le déficit de l'AVS s'agrandisse

L'allégation selon laquelle les ressortissants UE contribuent à sauvegarder l'AVS est une autre légende. A long terme, la libre circulation des personnes est un désastre pour l'AVS. Même le Conseil fédéral avertit dans son dernier message sur l'AVS contre une inversion de la tendance: jusqu'ici, relève-t-il, l'immigration a compensé le faible taux de natalité et contribué ainsi au financement de la prévoyance vieillesse, mais, conclut-il, lorsque ces immigrants, qui sont actuellement en âge de travailler, auront atteint l'âge de la retraite, la tendance s'inversera. De plus, de nombreux étrangers présentent, contrairement aux Suisses, des lacunes dans leurs cotisations AVS, si bien qu'ils pourront réclamer des prestations complémentaires (PC). Aujourd'hui déjà, les étrangers profitent deux fois plus souvent des PC que les Suisses. Lorsque le million d'étrangers afflués ces 13 dernières années arrivera au seuil de la retraite, cette disproportion s'aggravera encore. Comme de coutume, la facture devra être payée par les contribuables suisses.

14. Dire oui, c'est empêcher que seuls les grands groupes industriels profitent de l'immigration

L'association « economiesuisse » n'a cessé de multiplier les belles promesses – "des arbres chargés de juteuses pommes rouges" – avant les votations sur la libre circulation des personnes et d'autres accords bilatéraux. Ces entreprises et leurs chefs – généralement des étrangers – ne songent en réalité guère aux intérêts de la population suisse. La seule chose qui les intéresse, c'est de pouvoir recruter un maximum de main-d'œuvre bon marché à l'étranger pour remplacer les salariés suisses plus chers. La réalité est que ces milieux cherchent à maximiser leurs profits sur le dos de l'Etat social suisse et de la toute la société.

15. Dire oui, c'est veiller à ce que nous autres Suisses profitons de la prospérité acquise grâce à notre travail

Il est également important de savoir qui vient en Suisse dans l'intention d'y rester. Malheureusement, ce sont principalement des ressortissants du sud de l'UE, souvent mal formés, qui cherchent à s'installer durablement. On peut donc parler d'un véritable "syndrome de sédentarité de masse" en rapport la libre circulation des personnes: tout étranger peu qualifié qui séjourne en Suisse sans contribuer de manière significative à la croissance économique et au succès du pays freine la croissance de la prospérité au détriment de l'ensemble du pays et de chaque Suisse et de chaque Suisse. L'économie suisse augmente certes d'année en année son chiffre d'affaires, mais la prospérité ainsi générée doit être partagée entre un nombre croissant d'habitants à cause d'une immigration incontrôlée. Pour la large population, la libre circulation des personnes ne signifie donc pas plus de prospérité, mais au contraire plus de contraintes et de nuisances.